

E 2/1041

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,  
au Chef du Département des Affaires étrangères, A. Lachenal*

L

Paris, 26 novembre 1894

Après avoir pris connaissance du très intéressant rapport de Yokohama, du 19 octobre<sup>1</sup>, transmis par Votre office du 23 de ce mois, reçu ce matin, j'ai l'honneur, en exécution des instructions consignées à la fin de Votre office, de Vous faire part de ma première impression au sujet des ouvertures faites par M. Sulzberger à M. Ritter.

1<sup>o</sup> Pour accepter le rôle d'arbitre, il faut être absolument certain que les parties exécuteront carrément, complètement et rapidement la sentence. Le Japon et la Chine sont-ils dotés d'une civilisation se rapprochant suffisamment de la nôtre pour qu'il n'y ait aucune espèce de doute à cet égard? Il semble qu'il suffit de poser la question pour la résoudre.

2<sup>o</sup> L'arbitre doit avoir une force matérielle ou morale suffisante pour qu'en cas de non-exécution de la sentence, celle-ci ne demeure pas lettre morte. Lorsque l'arbitre est l'Empereur de Russie comme dans l'affaire de la Guyane entre la France et les Pays-Bas, lorsqu'il est le Président de la République française,

---

1. Reproduit en annexe au présent document.



comme dans les affaires entre l'Angleterre et le Portugal à propos de la baie Delagoa, aucune des parties ne se risque à violer la sentence, parce que l'arbitre est une grande puissance; dans les arbitrages acceptés jusqu'ici par la Suisse, elle avait à côté d'elle de grandes puissances; c'étaient, l'Angleterre, l'Italie et les Etats-Unis dans l'affaire de l'Alabama<sup>2</sup>; dans l'affaire du guano du Pérou, la France a signé directement et l'Angleterre indirectement; dans l'affaire Fabiani, la France est partie; il y a toujours une force matérielle. Dans un arbitrage entre la Chine et le Japon où nous serions seul arbitre, l'une ou l'autre des parties ou toutes les deux pourraient se moquer de la sentence, parce que le juge n'a pas un nombre de gendarmes proportionné à l'importance du jugement à exécuter. Bien plus, les grandes puissances européennes, notamment l'Angleterre et la Russie, peuvent voir leurs intérêts directs ou indirects lésés par la sentence de l'arbitre. Elles peuvent donc non seulement ne pas interposer leur influence morale ou effective afin d'assurer l'exécution de la sentence, mais au contraire travailler contre la solution que nous aurions donnée et exciter contre cette solution des Etats dont la civilisation n'offre pas pour le maintien de la parole donnée les mêmes garanties absolues qu'offrirait la parole d'un Etat européen.

3<sup>o</sup> Pour accepter le rôle d'arbitre, il faut être au courant d'une question. Or, bien que nous ayons d'importants intérêts dans l'Extrême-Orient depuis un siècle, nous n'avons jamais su faire les dépenses relativement modestes d'une représentation suffisante dans ces contrées. Nous n'avons donc pas d'hommes en situation de renseigner l'arbitre d'une façon impartiale et éclairée, en vrais Suisses, gens de bien et d'honneur sur les forces respectives des deux belligérants, sur leurs pertes au cours des opérations militaires, sur la possibilité d'établir un équilibre nouveau sur de nouvelles bases. Il y avait en Suisse en 1859 et en 1871 un certain nombre d'hommes pouvant apprécier quelle dose de cession de territoires, quelle indemnité de guerre étaient supportables par le vaincu et par la conscience européenne. Existe-t-il quelqu'un en Suisse, capable de renseigner M. le Président de la Confédération pour 1895 sur la dose de sacrifices territoriaux ou financiers acceptable par la Chine et par le Japon, sans froisser les intérêts ou les ambitions des grandes puissances européennes? Evidemment non, et ici nous payons les conséquences d'une faute séculaire, d'économies mal placées, car il serait certainement fort avantageux pour notre pays, pour son commerce, pour son industrie, pour son prestige, d'apparaître aux centaines de millions de Chinois et de Japonais, comme les fondateurs d'un ordre de choses nouveau et comme les arbitres désintéressés parlant au nom de la civilisation et de la paix.

4<sup>o</sup> En comparant les dates, il me paraît d'ailleurs que les ouvertures de M. Sulzberger sont antérieures aux demandes de médiation faites par la Chine à Pékin aux grandes puissances européennes en sorte que ces ouvertures sont aujourd'hui vieilles. Il me paraît en outre que M. Sulzberger étant au maximum un agent de Li-Hung-Chang, la situation de ce dernier doit être fort ébranlée par la prise de Port-Arthur ce qui diminue encore la valeur actuelle des ouvertures dont il s'agit.

---

2. Cf. *DDS*, vol. 3, n<sup>os</sup> 378, 407 et 428.

5° Pour ne pas perdre tout le bénéfice du rôle d'arbitre, pour affirmer notre existence aux yeux des Chinois et des Japonais il pourrait peut-être être raisonnable d'accepter que la Suisse fût représentée dans un tribunal arbitral, à côté de représentants d'autres pays, par exemple Angleterre, Etats-Unis, Russie etc. Cependant, un tribunal arbitral peut difficilement fonctionner entre deux belligérants, pendant les opérations militaires; cela ne s'est jamais vu, à ma connaissance. Il peut y avoir un médiateur transmettant les propositions des belligérants et les modérant, mais ce rôle me paraît bien difficile à remplir par un tribunal composé de plusieurs têtes ayant chacune son idée. S'il y a quelque chose à faire pour nous, ce qui me paraît bien douteux, ce serait dans l'ordre d'idées d'un Suisse faisant partie du tribunal arbitral. Il n'y en a pas moins dans cet incident un enseignement, à savoir qu'il peut survenir des circonstances où l'absence de représentation de la Suisse dans certains pays nous fait manquer de belles et bonnes occasions.

E 2/1041

## ANNEXE

*Le Consul général de Suisse à Yokohama, P. Ritter,  
au Chef du Département des Affaires étrangères, A. Lachenal*

RP<sup>3</sup> Geheim

Yokohama, 19 octobre 1894

Als ich im Jahre 1892 in Japan anlangte, war Lord Li (ältester Adoptiv-Sohn des Vicekönigs Li-Hung-Chang) chinesischer Gesandter in Japan. Lord Li hatte als Berater einen Schweizer, Herrn Sulzberger (Hartmann Heinrich Sulzberger geboren d. 11. August 1832 in Winterthur), welcher damals die chinesische Gesandtschaft eigentlich leitete und dem ein grosser Einfluss auf seinen Chef zugesprochen wurde. Im Oktober 1892 starb Lord Lis Mutter, Li-Hung-Changs Gemahlin; ersterer erhielt dadurch 27 Monate strenge Trauerzeit, verlor infolge derselben seinen Posten u. kehrte, gefolgt von Sulzberger nach China zurück. Letzterer soll während den zwei vergangenen Jahren in nicht glänzenden Verhältnissen gelebt haben, in der Hoffnung, dass der Ablauf der Trauerzeit seinen Chef wieder auf einen guten Posten bringe (man hatte davon gesprochen, dass Li nach London oder Berlin gesandt werde).

Ich hatte S. seit jener Zeit nicht mehr gesehen und auch nichts Erwähnenswerthes von ihm erfahren bis vor etwa 14 Tagen der fremde Adviser des hiesigen Gouverneurs, der Marquis Nembrini de Gonzoga mich aufsuchte, um mit mir, wie er sich ausdrückte über ein «Staatsgeheimnis» zu sprechen. Er sagte mir, dass S. mit der Bitte an ihn gelangt sei massgebenden Ortes sondieren zu wollen, ob Japan nicht geneigt wäre, die chinesisch-japanische Frage der Arbitrage dem schweizerischen Bundespräsidenten zu unterbreiten. Er, Nembrini, habe nun bereits in Sachen eine Audienz beim Minister des Auswärtigen, Vicomte Mutsu Munemitsu verlangt. Vor einigen Tagen theilte er mir mit, dass S. nach Japan herüberkommen werde u. dieser ist am 15. ds. hier eingetroffen.

Als er auf dem Konsulate vorsprach, hatte er bereits eine mehrstündige Konferenz mit Nembrini gehabt. Er gibt an, dass die Idee der Arbitrage ganz allein seinem Kopfe entsprungen sei; es schwebte ihm dabei die Entscheidung des früheren Bundespräsidenten Dr. Staempfli in der Alabamfrage vor. Dem Lord Li lächle dieses Projekt sehr, Li-Hung-Chang wisse noch nichts davon. Bei jetziger Lage der Dinge sei an eine gütliche Beilegung zur Zeit natürlich nicht mehr zu denken

---

3. *Ce rapport fut transmis aux légations le 23 novembre 1894.*

u. die Japaner werden sich in ihrem Siegeslaufe nicht aufhalten lassen. Er verglich die Japaner mit den impressibeln Franzosen, zog Vergleiche zwischen dem heutigen Feldzuge der Japaner und demjenigen der Napoleone von 1812 u. 1870 und gab der Meinung Ausdruck, dass wir zur Stunde noch weit vom Ende dieses Krieges entfernt seien. Das Blatt könne sich wenden; Naturgewalten und der fürchterliche Winter im unwirthlichen China müssen die japanische Armee, falls sie nach Peking marschiere schwächen; Krankheiten und Seuchen, die in dem schmutzstarrenden Lande stets vorhanden seien, werden die an Reinlichkeit des Körpers so sehr gewöhnten Japaner zu Tausenden hinraffen, die Intervention einer fremden Macht sei nicht ausgeschlossen u. Japan werde, falls China den Krieg hinzuhalten wisse, in einem Jahre absolut vor dem Staatsbankrott stehen.

Zur Stunde, wie gesagt, begreife er es sehr wohl, dass Japan jede Arbitrage oder jeden Vergleich von der Hand weise u. seine Absicht sei auch lediglich die, durch mich nicht offiziell, sondern vertraulich in Erfahrung zu bringen, ob der schweizerische Bundespräsident des Jahres 1895 gewillt wäre, eine eventuelle Wahl als Arbitrer in der chinesisch-japanischen Frage anzunehmen, damit — Krieg ist Krieg — wenn sich die Lage ändern sollte, China im Stande wäre, ohne eine nachträgliche Ablehnung befürchten zu müssen, denselben von vorneherein als solchen vorschlagen zu können.

Sulzberger reist morgen wieder ab. Er handelt unzweifelhaft, obwohl er es verneint, direkt im Auftrage seines Chefs, wenn nicht auf noch höhere Order. In den letzten Tagen bringen unsere Zeitungen die Nachricht Li-Hung-Chang habe sich vergiftet. Da man jedoch der hiesigen Presse nichts glauben darf, so ist die Bestätigung abzuwarten. Sie befand sich natürlich in einer gewissen Aufregung, da im Falle des Todes von Li-Hung-Chang, Lord Li wohl berufen wäre in China eine Rolle zu spielen.

Was ich bei dieser Gelegenheit sonst über China zu erfahren vermochte, lautet ganz trostlos. S. theilte mir mit, dass dem Kriegsunglücke proportional der Fremdenhass auswachse und dass die Eingewanderten ausser in Shanghai nirgends mehr ganz sicher seien. Nach seiner Aussage hat China absolut keine Aussicht, trotz seiner 433 Millionen Einwohner im Feld gegen die wohlausgerüsteten Japaner (Japan hat circa 40 Millionen Einw.) etwas auszurichten. Die chinesischen Soldaten werden einfach auf die Schlachtbank geführt. Der Begriff Patriotismus — beim Japaner ausserordentlich entwickelt — ist in China unbekannt. S. erzählt mir, dass er auf seiner Reise von Tientsin nach Shanghai zahlreichen chinesischen Truppenkörpern begegnet sei, bei welchen unter 1000 Soldaten kaum zwanzig mit Gewehren bewaffnet gewesen seien. Er hält dafür, dass beim Tode Li-Hung-Changs, dessen Degradation er als ungerecht bezeichnet, eine Revolution in China wohl nicht zu vermeiden sein werde. Seine Daten über die Beamtenkorruption und das Mandarinenthum decken sich mit den in meinem Bericht über Korea geschilderten Verhältnissen.<sup>4</sup>

---

4. Cf. n° 137.